

## REGLEMENT DE CONSULTATION



Pouvoir adjudicateur :	<b>SERVICE DEPARTEMENTALE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA DRÔME</b>
	235 Route de Montélier – BP 147 26905 Valence Cedex 9
Objet de la consultation :	<b>Assurances pour les besoins du S.D.I.S de la DRÔME</b>
Procédure :	MARCHE PUBLIC sur <b>APPEL D'OFFRES OUVERT</b> passé en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique résultant du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018.
Allotissement :	OUI – voir article 1.4 ci-après.
Numéro d'affaire :	<b>2018013AOO</b>

Date limite de réception des offres :	<b>Vendredi 06 septembre 2019 à 23 H 00</b>
Date limite pour poser une question :	Jeudi 29 août 2019 à 23 h 00
<p>Rappel : la procédure est dématérialisée. Seules les candidatures et les offres adressées par voie dématérialisée seront acceptées.</p> <p><b>La signature électronique des documents n'est pas exigée sur cette procédure au stade du dépôt des offres, la signature sera demandée à posteriori à (aux) seule(s) entreprise(s) retenue(s)</b></p>	

## Article 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la souscription de différents contrats d'assurances pour le compte de Service Départementale d'incendie et de Secours de la Drôme.

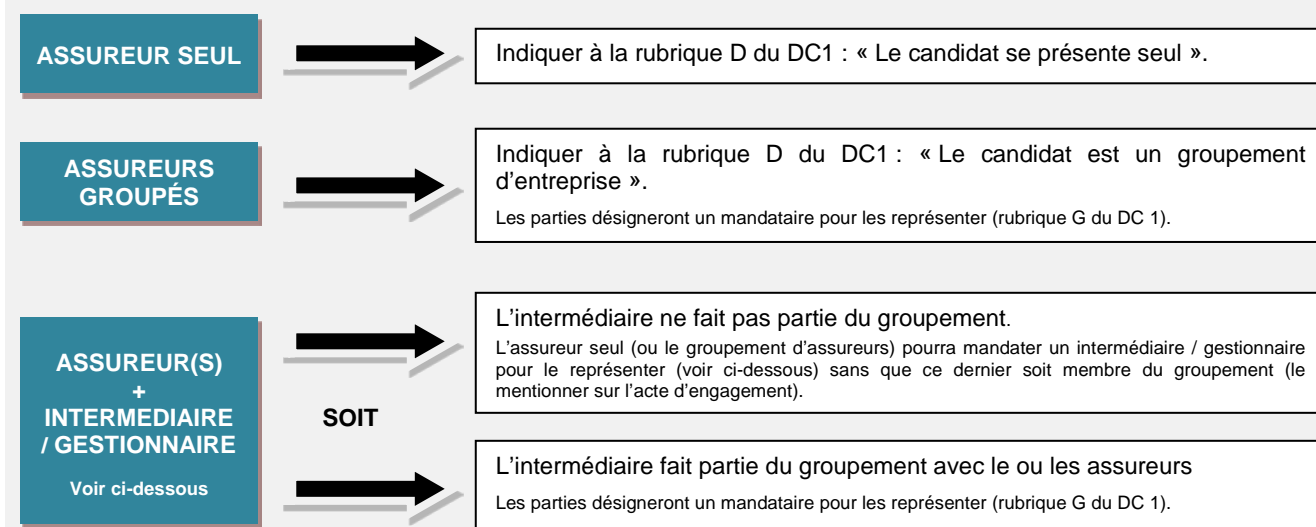
### 1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est organisée sur APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN passé en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique. Il est couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP).

### 1.3 - Conditions de participation des concurrents

La présente consultation est réservée **aux sociétés d'assurance et/ou mutuelles, organismes portant et provisionnant les risques**. Les intermédiaires habilités à présenter des opérations d'assurance (attestation ORIAS à fournir – sauf si prestataire de service non soumis à ORIAS) peuvent également candidater en complément de ces organismes.

Du point de vue des marchés publics (**rubrique D du formulaire DC1**), le candidat se présente soit :



**Un intermédiaire ne peut se présenter seul, sa candidature ne serait pas admissible.**

Si plusieurs organismes concourent directement (lien contractuel direct entre chaque organisme et le souscripteur) à la couverture des risques objet d'un même marché, **tous doivent impérativement être membres du groupement** (exemple : deux organismes participent à la couverture directe d'un marché « flotte automobile » : assureur véhicule / assureur matériels transportés dès l'instant qu'un contrat distinct par assureur sera émis).

Il est interdit pour un même opérateur économique de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché.

**Cas de la coassurance :** Le pouvoir adjudicateur exige que l'ensemble des co-assureurs soient **identifiés au stade de la candidature**, lesquels doivent être membre du groupement.

#### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties selon l'allotissement suivant :

N° du lot	INTITULE	Code C.P.V.
1	Bris de Machines	66519200-3
2	Responsabilité civile et risques annexes	66516400-4
3	Flotte véhicules et risques annexes	66514110-0
4	Protection sociale des Sapeurs-Pompiers Volontaires	66512000-2
5	Protection Fonctionnelle / Agents et Elus	66513100-0
6	Construction – Contrat Cadre	66515200-3
Les candidats peuvent répondre à un, plusieurs lots ou l'ensemble des lots		

## Article 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

#### 2.1 - Durée des marchés

La durée du marché et les délais d'exécution sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

#### 2.2 – Structuration des demandes / réserves / variantes

1 – Le candidat doit accepter les demandes formulées par les documents de la consultation et proposer l'ensemble des garanties, sous peine d'irrégularité de leur offre. Le rejet total du cahier des clauses particulières (ou sa substitution par les Conditions Générales de l'assureur), ou l'inversion de la hiérarchie des textes entraînera le rejet de l'offre pour irrégularité.

Cependant, à titre dérogatoire, et compte tenu de la spécificité des marchés d'assurances, il est admis que le candidat formule des réserves à ces demandes.

Ces réserves doivent être listées de façon exhaustive dans l'annexe de l'acte d'engagement prévue à cet effet, ou à défaut dans un document spécifique joint par le candidat.

**Les réserves doivent être précises et la portée de chacune doit être limitée.** Chaque réserve entraînera une pénalité applicable sur la valeur technique de l'offre.

La modification significative des demandes par la formulation d'une réserve substantielle ou de plusieurs réserves sensibles entraînera l'irrégularité de l'offre.

2 – Le cahier des clauses particulières peut comporter des variantes imposées et des prestations supplémentaires demandée par le pouvoir adjudicateur :

- Variante imposée constituant une alternative à la solution de base ;
- Prestation supplémentaire s'ajoutant à la solution de base ou la variante imposée retenue ;

N° LOT	Désignation du lot	Article du C.C.P. concerné	Variante imposée / Prestation supplémentaire	Obligatoire / Facultative
1	Bris de Machines	Néant	-	-
2	Responsabilité civile et risques annexes	Article 2.B.1	Prestation supplémentaire	Obligatoire
3	Flotte véhicules et risques annexes	Article 3.1 – Bris de glaces Article 3.2 – Assistance	Prestation supplémentaire Prestation supplémentaire	Obligatoire Obligatoire
4	Protection sociale des Sapeurs-Pompiers Volontaires	Néant	-	-
5	Protection Fonctionnelle / Agents et Elus	Néant	-	-
6	Construction – Contrat Cadre	Néant	-	-

Sous peine de rejet de l'offre, les candidats doivent impérativement répondre à toute variante imposée ou prestation supplémentaire, sauf s'il est expressément fait mention de son caractère facultatif. En l'absence de mention, le caractère obligatoire est présumé

3 - Les variantes libres (à l'initiative des candidats) ne sont pas acceptées.

### 2.3 - Délai de validité des offres

L'offre n'est valable que si elle fait l'objet d'une notification au candidat dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

### 2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Le projet sera financé sur les fonds propres de l'acheteur.

### 2.5 – Visite de risques

Non prévue.

En application des articles L 2132-1 et suivants du Code de la commande publique, les soumissionnaires devront télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) dans son intégralité sur le profil d'acheteur du SDIS 26 :

<http://www.sdis26.fr/InterSDIS/Pages/Marches.aspx>

**Les candidats sont réputés avoir pris connaissance des CGU de la plateforme de dématérialisation annexées au présent règlement de la consultation.**

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique en consultant la page <http://www.marches-publics.info/pratique-assistance.htm> ou en appelant au 04.80.04.12.60.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est vivement conseillé aux candidats de renseigner le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'ils puissent bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou un report de délais.

Les candidats ne pourront porter aucune réclamation s'ils ne bénéficient pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une absence d'identification, d'une erreur qu'ils auraient fait dans la saisie de leur adresse électronique, en cas de suppression desdites adresses électroniques, ou s'ils n'ont consulté leurs messages en temps et en heure.

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes (fiche de tarification ; note de réserves) ;
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes (sinistralité / éléments techniques...) ;

Modification du dossier de consultation :

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 4 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## Article 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Au stade de la candidature, **il est demandé les seuls éléments et documents suivants**. Ces documents seront entièrement rédigés **en langue française** (ou traduction – toutefois le rapport de solvabilité ci-dessous pourra être joint dans la langue dans laquelle il a été déposé auprès des autorités de contrôle) **et exprimés en EUROS**.

**PIECE N°1 : Le formulaire D.C.1\* complété.**

(\*) – il est recommandé de compléter un formulaire DC1 commun au groupement. Toutefois la fourniture de plusieurs DC1 sera admise dès l'instant que le mode de présentation en groupement est indiqué.

Rappel :

- **Tous les assureurs doivent être membres du groupement** et figurer sur le DC1 (par exemple coassurance ou groupement d'assureur pour répondre à un lot).
- **Un intermédiaire ne peut se présenter seul.**

**PIECE N°1bis : Le mandat délivré par l'organisme porteur du risque.**

Les intermédiaires courtiers doivent justifier d'une habilitation émanant de tout organisme porteur du risque (modèle joint en annexe 2).

Cette habilitation devra être fournie de façon originale préalablement à la notification sur demande du pouvoir adjudicateur.

**PIECES N°2 : Le formulaire D.C. 2 assurance joint en annexe préconisé par le pouvoir adjudicateur et les annexes ci-dessous (si non téléchargeables ou vérifiables avec les liens internet fournis).**

**Le formulaire « DC 2 assurance » joint en annexe par le pouvoir adjudicateur intégralement complété doit être fourni par :**

- chaque organisme porteur du risque ;
- tout intermédiaire d'assurance ou gestionnaire membre ou non du groupement.

**Le candidat justifiera de sa capacité professionnelle, technique et financière au moyen des documents suivants :**

- 1 - déclaration du chiffre d'affaires global réalisé au cours du dernier exercice disponible (remplir rubrique F.1 du DC2) ;**
- 2 - déclaration indiquant les effectifs du candidat à la date de la candidature (remplir rubrique F.2 du DC2) ;**
- 3 - présentation de 3 références similaires récentes (remplir rubrique G.1 du DC2) ;**
- 4 – pour les organismes porteurs de risques le dernier rapport sur la solvabilité et la situation financière (article L 355-5 du Code des Assurances – ou Solvency and financial conditions reports) - (joindre le document ou indiquer le lien de téléchargement rubrique F.4 du DC2)**
- 5 – La justification de l'agrément (organisme porteur du risque – joindre le document ou indiquer le lien de téléchargement rubrique E.3 du DC2) et l'enregistrement ORIAS (intermédiaire – indiquer n° ORIAS rubrique E.1 du DC2)**

L'organisme qui porte et provisionne le risque doit établir qu'il dispose des agréments indispensables pour assumer ce type de risque.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur (à l'exception du DC1). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

## PRECISIONS :

**Pour tout porteur de risque non établi en France**, les mêmes pièces seront exigées (attestations équivalentes délivrées dans le pays d'origine), ainsi que la justification de l'agrément du pays d'origine en cas d'intervention dans le cadre de la libre prestation de service et la justification du reversement des taxes d'assurances correspondantes.

Les candidats établis à l'étranger produiront les extraits du registre pertinent, les certificats établis par les administrations et organismes de son pays d'origine et traduits en français.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5, R 2143-7 à R 2143-10 et R 2143-16 ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine.

NB : Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur public peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

## DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (DUME) :

Conformément à l'article R 2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique. Il sera rédigé en langue française.

Les candidats qui opteront pour le DUME ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans ce document qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celle-ci. Ils devront également fournir à l'appui du DUME, les certificats mentionnés précédemment.

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables. En cas d'allotissement, et si les critères de sélection varient selon les lots, un DUME doit être rempli pour chaque lot (ou pour chaque groupe de lots partageant les mêmes critères de sélection).

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit fournir son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour toutes entités auxquelles il fait appel.

## PIECES EXIGEES pour l' OFFRE (un dossier incomplet entrainera le rejet de l'offre) :

Un projet de marché comprenant obligatoirement les pièces suivantes :

**PIECE N°3 : L'acte d'engagement et ses annexes complétés :**

- fiches de tarification et bordereaux de prix pour les lots n°3 et 6,
- note de réserves (voir article 2.2 ci-avant),
- annexe fiche de gestion.

**PIECE N°4 : Les conditions générales de l'assureur / mutuelle.**

**PIECE N°5 : Un document de présentation des modalités de gestion et des services associés à l'offre (qui viendra compléter le document « annexe fiche de gestion »). Ce document sera pris en compte pour le jugement de l'offre.**

**PIECE N°6 : Les cahiers des clauses particulières du lot Protection Sociale des SPV**

## Article 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### 5.1 - Conformité et étude des candidatures

Si l'acheteur constate que les pièces exigées sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander de produire ou compléter le dossier dans un délai maximum de 5 jours ouvrés

Ne seront pas admises :

- 1) les candidatures incomplètes après demande de régularisation,
- 2) les candidatures qui ne sont pas recevables (article R 2144-1 du Code de la commande publique),
- 3) les candidatures qui ne présentent pas les exigences légales et réglementaires (agrément – ORIAS).



## 5.2 – Etude des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions des documents de la consultation. Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues par les articles R 2152-6 et suivants du Code de la commande publique.

Sur la base de critères énoncés à l'annexe 1 du présent règlement, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur, se réserve la possibilité :

- de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servis à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires,
- de demander aux candidats des précisions techniques ou financières. Les questions et les réponses seront consignées par écrit. En fonction de l'importance, des précisions apportées, une mise au point sera effectuée.

Les offres inappropriées seront éliminées.

Pour les offres irrégulières (et non anormalement basse), il pourra être proposé aux candidats une régularisation de leur offre dans un délai de 5 jours ouvrés, sans que cette régularisation n'ait pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles (article R 2152-2 du Code de la commande publique). Ainsi, la régularisation ne peut aboutir à modifier les réserves apportées du fait de l'absence de négociation.

Si une offre paraît anormalement basse, le Pouvoir Adjudicateur peut la rejeter par décision motivée après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge utiles et vérifié les justifications fournies. Pour les nécessités de l'analyse et le respect des principes d'égalité de traitement et de transparence, la demande comportera une date limite de réponse d'au moins trois jours ouvrés. Au-delà, toute justification sera considérée comme inexistante par le service.

La solution de base est comparée avec les variantes imposées obligatoires. La solution de base ou la variante alternative la plus avantageuse est retenue, puis combinées avec les prestations supplémentaires demandées par le pouvoir adjudicateur.

## Article 6 : OBLIGATIONS AVANT NOTIFICATION

**L'offre choisie ne sera retenue qu'à titre provisoire en attendant que le candidat (pièces équivalentes pour les candidats étrangers) produise sous forme originale les pièces ci-après.**

Le soumissionnaire (ou tous les membres du groupement) auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner dans les conditions décrites à l'article R 2143-3 du Code de la commande publique.

Ainsi, seront demandés les documents suivants :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que vos obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31/12 de l'année précédente : **attestation de régularité fiscale** ou liasse CERFA 3666

- Une attestation dite de « vigilance » de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale (ex. URSSAF), en cours de validité et datant de moins de 6 mois ;
- Un extrait récent (de moins de trois mois) de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) (ou autre document mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le N° d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription).  
En cas de redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.
- Une liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- La déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) établie au titre de l'année précédente.
- Un document habilitant la personne signataire des documents à engager le candidat (pouvoir de signature) : chaîne de délégation de pouvoir soit spécifique à la consultation soit générale jusqu'à concurrence d'un montant supérieur ou égal au montant du marché ;
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document original d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation (notamment pour la déclaration des sinistres et l'encaissement des cotisations).

Les organismes ou sociétés non soumis à l'une des obligations fiscales doivent impérativement le signaler.

A défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, l'offre du candidat pressenti est rejetée et éliminée (art. R 2144-7 du Code de la commande publique : « Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables »).

Le registre du commerce étant un référentiel d'immatriculation strictement français, les opérateurs économiques qui sont établis ou domiciliés dans un Etat étranger doivent pouvoir produire un document émanant des autorités tenant le registre professionnel du pays d'établissement ou un document équivalent certifiant l'inscription (art. D.8222-7 du Code du Travail).

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

**Cas de la coassurance incomplète :** Lorsque les candidats ont proposé une offre en coassurance (groupement conjoint) alors que la coassurance n'était pas complète à 100 %, au stade de la candidature et qu'elle a été acceptée à titre provisoire, les **candidats devront compléter la coassurance et fournir l'ensemble des pièces de candidature sous 18 jours ouvrés suivant la réception de l'information par le pouvoir adjudicateur de l'intention de lui attribuer le marché. A défaut, la candidature sera éliminée.**

## Article 7 : CONDITIONS D'ENVOI / REMISE DES OFFRES

La remise d'offres par voie électronique s'effectue uniquement au travers de la plate-forme de dématérialisation des marchés publics ci-après et selon les règles d'utilisation de celle-ci.

**Les offres ne peuvent être transmises sur support physique (sauf copie de sauvegarde).**

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

SDIS 26  
235 Route de Montélier  
BP 147  
26905 VALENCE CEDEX 9

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.sdis26.fr/InterSDIS/Pages/Marches.aspx>.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée sur cette procédure au stade du dépôt des offres, la signature sera demandée à posteriori à (aux) seule(s) entreprise(s) retenue(s). La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation et pourra faire l'objet d'une re matérialisation des documents si nécessaire.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

**Les candidats sont réputés avoir pris connaissance des CGU de la plateforme de dématérialisation annexées au présent règlement de la consultation.**

## Article 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des candidatures, une demande écrite via la plate-forme de dématérialisation.

## ANNEXE n°1 – CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

	Prix :	Importance des réserves :	Franchises / montants des garanties :	Respect des préavis :	Gestion :
Tous lots	60	20	10	4	6

Chaque critère est apprécié de la façon suivante :

### Critère prix

L'offre du candidat moins disant aura la note maximale, les autres offres étant notées au prorata du montant de leur offre par rapport à l'offre du candidat moins disant.

Exemple : calcul de la note Nx de l'offre n°x, soit  $Nx = \text{note maximale} \times My/Mx$  avec Mx : offre concernée et My : offre du moins disant.

### Sous critères de la valeur technique :

Importance des réserves :	Les pénalisations seront appliquées en fonction de l'importance de chacune des réserves formulées par le soumissionnaire dans son éventuelle note de réserves au regard de leur portée sur les couvertures demandées. Les pénalisations applicables seront calculées par multiple de 0,50 point.
Franchises / Montants des garanties :	Les pénalisations seront appliquées selon les limitations apportées par le soumissionnaire aux montants des garanties et aux franchises. Les pénalisations applicables seront calculées par multiple de 0,50 point.
Respect du préavis :	Il sera pris en compte les préavis imposés par le candidat par rapport à ceux demandés. <b>Un délai de préavis inférieur à 4 mois entraînera l'irrégularité de l'offre, le souscripteur ne pouvant plus organiser une consultation dans un délai compatible avec le respect des règles de la commande publique.</b>

### Sous critère gestion

Cet aspect sera apprécié à partir :

**Si une fiche de gestion est demandée (en annexe au CCP) :**

- des réponses apportées au document annexe « Fiche de gestion », dûment rempli par le candidat (pour 50 % des points accordés au titre du sous-critère) – la réponse à la fiche de gestion est obligatoire sous peine d'irrégularité de l'offre ;
- et des documents de présentation des modalités de gestion (caractéristiques des documents joints par la candidat : qualité, détail des prestations, procédures de gestion, engagements sur des délais, présentation des interlocuteurs...) et des services associés à l'offre qu'aura joints le candidat (pour 50 % des points accordés au titre du critère). Lorsqu'aucun document n'est transmis, l'offre sera irrégulière ;

**En l'absence de fiche de gestion :**

- des documents de présentation des modalités de gestion (caractéristiques des documents joints par la candidat : qualité, détail des prestations, procédures de gestion, engagements sur des délais, présentation des interlocuteurs...) et des services associés à l'offre qu'aura joints le candidat. Lorsqu'aucun document n'est transmis, l'offre sera irrégulière.

Pouvoir adjudicateur : S.D.I.S de la Drôme

Lot(s) concernés par le présent mandat :

Assureur / apériteur / mutuelle portant le risque (mandant) :

Identification de la structure :

L'organisme porteur du risque précité atteste :

- qu'il a été normalement saisi et consulté par la société mandataire (intermédiaire / gestionnaire) :

Identification de la structure :

☐ qu'il donne mandat à l'intermédiaire, ce dernier l'acceptant, pour le représenter dans le cadre de cette consultation et signer le cas échéant pour son compte la lettre de consultation et l'acte d'engagement ;

☐ qu'il accepte que l'intermédiaire soit membre du groupement conjoint (☐ OUI / ☐ NON) et dans l'affirmative mandataire du groupement (☐ OUI / ☐ NON) ;

☐ qu'au cas où l'offre présentée serait retenue, il donne mandat à l'intermédiaire précité pour l'encaissement des cotisations d'assurance pour son compte.

☐ qu'au cas où l'offre présentée serait retenue, il donne mandat à l'intermédiaire précité pour le représenter dans le cadre des actes liés à la gestion du contrat et des sinistres.

Fait à ..... le ..... 2019

Nom et fonction du signataire pour le porteur de risque :

Signature du mandant :

Nom et fonction du signataire pour l'intermédiaire :

Signature du mandataire :

La fourniture de ce mandat sous forme originale n'est pas obligatoire au stade de la candidature. Il devra être complété et signé de façon originale et sera demandé au candidat mieux disant avant toute notification du marché.